

Communiqué de presse du 25 avril 2018

## Crédit d'étude pour la traversée du lac : 24 millions pour un projet mort-né !

Les associations engagées pour une mobilité durable, respectueuse de l'environnement et de la santé de la population, s'opposent à l'adoption d'un crédit de 24 millions pour l'étude de la traversée du lac. Ce montant s'ajoute aux millions déjà dépensés pour des études qui n'ont pour l'heure pas réussi à démontrer l'utilité de ce projet ! A lui seul, le coût total de construction estimé par le Canton est estimé à plus de 3 milliards, mais pourrait s'avérer bien plus coûteux encore.

Ce premier crédit d'étude a pour but de « tester » le projet auprès de la Confédération en vue d'un éventuel financement fédéral ou d'une dérogation pour y installer un péage d'ouvrage. Ces possibilités restent toutefois largement compromises dans la mesure où le projet de traversée du lac ne figure à aucune échéance du programme PRODES et que les péages ne sont pas en odeur de sainteté à Berne.

Rappelons également que la possibilité d'un financement à travers un partenariat public-privé (PPP), une option longtemps présentée comme une solution « miracle » par les défenseurs du projet, a également du plomb dans l'aile depuis la divulgation du rapport réalisé par le groupe *Edmond de Rothschild* qui tend à démontrer que la mise en place d'un PPP pour la traversée du lac ne présenterait aucun avantage en terme de budget pour l'Etat.

À cela s'ajoutent les nombreuses incertitudes qui restent sur la faisabilité de l'ouvrage, comme nous le révèle le rapport du Conseil consultatif de la traversée du lac, notamment au vu des connaissances lacunaires de la géologie du lac et du surcoût colossal que cela pourrait induire pour la construction d'un tel ouvrage.

Le soutien de la population à ce projet semble également s'étioler au vu du coût de la réalisation d'une traversée du lac et des retombées négatives qu'elle aurait sur les potentiels riverains. Des voix de gauche et de droite commencent à s'élever contre ce projet démesuré qui ne résoudra en rien les problèmes actuels de mobilité que connaît Genève.

La vision du Conseil d'Etat et de la majorité de la commission des travaux est résolument d'un autre temps. Au lieu de développer les alternatives à la voiture pour résoudre les problèmes de trafic, ils continuent de semer des routes pour récolter des bouchons.

À l'heure où Genève a besoin d'argent pour investir dans des infrastructures de mobilité durable, notamment pour les différents projets qui n'ont pas été retenus par la Confédération dans le troisième projet d'agglomération, est-il judicieux de dépenser de l'argent dans des études inutiles et coûteuses pour un projet dont il apparaît clairement que nous n'avons pas le premier centime pour le réaliser ? Doit-on attendre d'avoir dépensé des millions avant de renoncer à ce projet pharaonique, passéiste et néfaste alors que tous les voyants sont d'ores et déjà au rouge ? PRO VELO Genève, actif-trafiC et l'ATE répondent unanimement non et espèrent que les députés refuseront ce crédit et alloueront cet argent à de véritables projets de mobilité durable.

Nos associations examinent actuellement toutes les options pour s'opposer par voie démocratique à l'adoption de ces crédits. L'information à la population et le droit démocratique de se prononcer sur les aspects concrets d'un projet d'une telle envergure doit absolument être assuré !

Pour plus d'informations :

- Lisa Mazzone, Présidente de l'ATE Genève, 077 404 16 08
- Thibault Schneeberger, co-secrétaire d'actif-trafiC, 079 781 42 36
- Alfonso Gomez, président de PRO VELO Genève, 076 326 62 18